

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2005-2006

24 MARS 2006

Proposition de loi modifiant la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public

(Déposée par M. Jan Steverlynck)

DÉVELOPPEMENTS

La loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public a été publiée au *Moniteur belge* du 2 février 2006.

Elle est l'aboutissement de plusieurs mois de discussions au Sénat et à la Chambre, au cours desquelles nombre de sénateurs ont essayé de l'améliorer ou de l'affiner par la voie d'amendements.

L'auteur de la présente proposition de loi estime que la loi précitée constitue vraiment un pas dans la bonne direction, dès lors que, jusqu'il y a peu, le législateur ne s'était encore jamais aventuré à prévoir une indemnisation directe des travailleurs indépendants au titre des nuisances causées par des travaux publics.

A) Proposition de simplification de la procédure

La procédure à suivre telle qu'elle est définie dans la loi est toutefois trop lourde. Elle ne contribue certainement pas à la simplification administrative étant donné que le travailleur indépendant doit d'abord engager une procédure de reconnaissance en tant qu'« établissement entravé », puis une autre procédure comparable pour pouvoir obtenir, sur la base de la première, une indemnité pour lui-même et pour les

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2005-2006

24 MAART 2006

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 december 2005 betreffende de uitkering van een inkomenscompensatievergoeding aan zelfstandigen die het slachtoffer zijn van hinder ten gevolge van werken op het openbaar domein

(Ingediend door de heer Jan Steverlynck)

TOELICHTING

Op 2 februari 2006 verscheen in het *Belgisch Staatsblad* de wet van 3 december 2005 betreffende de uitkering van een inkomenscompensatievergoeding aan zelfstandigen die het slachtoffer zijn van hinder ten gevolge van werken op het openbaar domein.

Die wet werd gedurende ettelijke maanden besproken in de Senaat en de Kamer, alwaar tal van senatoren ze bij amendement trachten te verbeteren of te verfijnen.

Indiener is van oordeel dat de wet zeker een stap in de goede richting vormt, nu de rechtstreekse vergoeding van zelfstandigen die hinder ondervinden van openbare werken tot voor kort op wetgevend gebied braakliggend terrein was.

A) Voorstel tot vereenvoudiging van de procedure

Evenwel is de wet wat betreft de te volgen procedure te log. Inderdaad, het kan geen staaltje van administratieve vereenvoudiging heten dat de zelfstandige eerst een procedure voor erkenning als « gehinderde inrichting » moet doorlopen en daarna nog een vergelijkbare procedure voor het op die grond verkrijgen van een vergoeding voor hemzelf en de andere aldaar werkzame zelfstandigen. Deze twee

autres travailleurs indépendants qui travaillent dans l'établissement concerné. La présente proposition de loi entend réduire ces deux procédures distinctes à une seule procédure.

B) Extension du champ d'application par l'octroi d'une indemnité réduite en cas de nuisances graves sans fermeture

La loi risque en outre d'exclure l'immense majorité des travailleurs indépendants victimes de nuisances en imposant, au travailleur indépendant, l'obligation de démontrer que, de par la nature des nuisances, il est absurde et économiquement inutile qu'il tienne son établissement ouvert pendant une période donnée de deux semaines au moins, sauf dans une série de cas visés dans la loi, comme celui dans lequel il est impossible d'utiliser des emplacements de stationnement à proximité de l'établissement ou celui dans lequel on a fermé la rue en question. Il ne sera pas toujours facile de faire pareille démonstration, laquelle donnera lieu à beaucoup de discussions. C'est pourquoi l'on propose d'octroyer une indemnité réduite en cas de nuisances sérieuses.

C) Un financement plus avantageux pour les communes et une incitation à mieux respecter les contrats d'adjudication

L'union des villes et des communes flamandes (*VZW Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten - VVSG*) s'interroge à propos du mode de financement des indemnités. L'indemnité s'élève à quelque 0,25 % au plus de chaque facture et elle est versée par le maître de l'ouvrage au Fonds de participation qui est chargé par la loi de centraliser ces sommes. Comme la commune est dans bien des cas le maître d'ouvrage, les communes devront verser au Fonds de participation 0,25 % du montant total de la facture de leurs travaux d'infrastructure.

Selon la VVSG, les communes sont donc sanctionnées pour les investissements qu'elles réalisent dans le domaine public.

D'après des chiffres de la VVSG, le coût des travaux d'infrastructure réalisés en Belgique pour le compte des communes s'élève à environ 550 millions d'euros par an. Une participation de 0,25 % des montants facturés représenterait donc environ 1,4 million d'euros qui ne pourraient pas être consacrés aux travaux proprement dits.

La VVSG propose un autre mode de financement qui consisterait à alimenter le Fonds au moyen de centimes additionnels à prélever sur les amendes actuelles pour réception tardive ou non-conformité des travaux. De cette manière, les entrepreneurs et les

onderscheiden procedures worden in onderhavig wetsvoorstel herleid tot één procedure.

B) Uitbreiding van de werkingssfeer via verminderde vergoeding voor ernstige hinder zonder sluiting

Bovendien riskeert de wet het overgrote deel van de zelfstandigen die hinder ondervinden uit te sluiten door de voorwaarde dat de zelfstandige, buiten een aantal in de wet bepaalde gevallen, met name onbruikbaarheid van nabijgelegen parkeerplaatsen of afsluiting van de straat, moet aantonen dat de hinder van die aard is dat het geopend houden van de zaak gedurende minstens 14 dagen niet verantwoord is, met andere woorden van enig economisch nut is ontdaan. Dit bewijs is niet altijd makkelijk te leveren en zal aanleiding geven tot veel discussie. Daarom wordt voorgesteld een verminderde vergoeding toe te kennen bij ernstige hinder.

C) Een voordeliger financiering voor de gemeenten en een aanzet tot betere naleving van de contracten van aanbesteding

Tegelijk heeft de VZW Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten (VVSG) bedenkingen bij de wijze van financiering van de vergoedingen. Deze vergoeding bedraagt een bedrag van maximaal 0,25 % op elke factuur, te betalen door de bouwheer, en overeenkomstig de wet gecentraliseerd bij het Participatiefonds. Vermits de bouwheer in vele gevallen de gemeente is, zullen de gemeenten hiervoor 0,25 % op het totale factuurbedrag van hun infrastructuurwerken moeten doorstorten aan het Participatiefonds.

In de visie van de VVSG, worden de gemeenten dus gestraft voor hun investeringen in het openbaar domein.

Volgens cijfers van de VVSG zijn de infrastructuurwerken van de gemeenten in België goed voor ongeveer 550 mio euro per jaar. Een percentage van 0,25 % op het factuurbedrag zou dus ongeveer 1,4 miljoen euro minder betekenen voor effectieve werkzaamheden.

VVSG stelt daarentegen voor om het Fonds te spijzen via het heffen van een opcentiem op de huidige boetes wegens laattijdige of niet-conforme oplevering van de werken. Hierdoor zouden bonafide ondernemers en opdrachtgevers buiten schot blijven en

pouvoirs adjudicateurs de bonne foi ne seraient pas touchés, mais ils seraient responsabilisés et incités à effectuer les travaux correctement et à les achever dans les délais fixés.

L'auteur peut souscrire en partie à cette option, mais il fait remarquer que le financement du Fonds de participation dépendrait ainsi de facteurs très incertains. Premièrement, le financement irait diminuant à mesure que plus de contrats seraient exécutés de manière correcte. Deuxièmement, comme les communes n'infligent et ne perçoivent pas automatiquement une amende pour chaque dépassement de délai, les communes « sévères » contribueraient relativement plus au financement du Fonds. Troisièmement, comme les maîtres de l'ouvrage ne sont pas tous soumis à la loi sur les marchés publics, ils ne sont pas forcément tous soumis au système d'amende prévu par la loi en question. Quatrièmement, ce système sera encore aléatoire en cas de litige juridique sur les causes du manquement (par exemple, la force majeure, une faute imputable à un tiers, ...).

C'est pourquoi l'auteur propose d'appliquer ce système, mais seulement comme correctif au système prévu par la loi, en portant les amendes en déduction des contributions à verser.

D) Amélioration de la communication et de la concertation

Le manque d'implication et de participation actives des entrepreneurs indépendants et l'absence d'une politique de communication efficace sont souvent à l'origine de nuisances pourtant facilement évitables.

C'est souvent dû à l'absence d'une politique préventive visant à encourager toutes les parties concernées à faire en sorte que la période de nuisance se déroule le mieux possible et soit la plus courte possible.

1) Manque d'implication et de participation

La loi impose aux communes l'obligation de prévenir entre 30 et 14 jours avant le début des travaux les entreprises et les commerçants auxquels ceux-ci pourraient occasionner des nuisances (article 4).

Certaines communes organisent déjà des réunions préalables de concertation, mais ce ne sont souvent tout au plus que des séances d'information servant à commenter les projets arrêtés de longue date, le cas échéant aux dépens des entrepreneurs indépendants.

La présente proposition entend donner une base légale aux réunions de concertation organisées tant avant que pendant les travaux.

worden zij tegelijk geresponsabiliseerd om de werken correct en binnen de gestelde termijnen te voltooien.

Indiener kan zich gedeeltelijk vinden in deze optie, doch merkt op dat de betoelaging van het Participatiefonds op deze wijze komt af te hangen van zeer onzekere factoren. Ten eerste vermindert de toelage tot nul naarmate meer contracten correct worden uitgevoerd. Ten tweede wordt door de gemeenten niet steeds automatisch een boete opgelegd en geïnd bij elke termijnoverschrijding, zodat de «strenge» gemeenten relatief meer zullen bijdragen. Ten derde zijn niet alle bouwheren onderworpen aan de wet op de openbare aannemingen, zodat het daarin vervatte boetesysteem op hen niet noodzakelijk van toepassing is. Ten vierde wordt dit systeem nogmaals aleatoir wanneer er een juridisch geschil ontstaat over de oorzaken van de tekortkoming (bijvoorbeeld overmacht, fout van derden, ...).

Zodoende stelt indiener voor dit systeem wel toe te passen, doch enkel als correctie op het bij wet voorziene systeem, door de boeten in mindering te brengen van de te betalen bijdragen.

D) Betere communicatie en inspraak

Te weinig actieve betrokkenheid en inspraak van de zelfstandige ondernemers en het ontbreken van een efficiënt communicatiebeleid zijn vaak de oorzaak van makkelijk te voorkomen hinder.

Aan de grondslag ligt vaak het ontbreken van een preventief beleid dat erop gericht moet zijn dat alle betrokken partijen ernaar streven om de hinderperiode zo vlot mogelijk te laten verlopen en zo kort mogelijk te laten duren.

1) Te weinig betrokkenheid en inspraak

De wet legt de gemeenten wel de verplichting op om de ondernemingen die hinder zouden kunnen ondervinden de betrokken handelaars tussen de dertig en veertien dagen vóór aanvang van de werken te verwittigen (artikel 4).

Sommige gemeenten organiseren nu reeds voorafgaande inspraakvergaderingen, maar dit blijven vaak hooguit informatievergaderingen waarbij de plannen die al lang vastliggen summier worden toegelicht, desnoods tegen de zelfstandige ondernemers in.

Dit voorstel wil de inspraakvergaderingen, zowel vóór als tijdens de werken, een wettelijke basis geven.

2) *L'absence d'une politique de communication efficace*

Lorsque des informations sont données, elles sont parfois formulées de manière peu avisée en ce sens qu'elles ne répondent pas aux questions spécifiques de l'entrepreneur indépendant, qu'il n'y a pas de personne de contact, ou que pendant la durée des travaux, plus aucune information ne soit donnée concernant leur état d'avancement ou d'éventuels changements dans ceux-ci.

La proposition de loi entend également intervenir sur ce point en imposant une information obligatoire et en permettant aux commerçants d'avoir voix au chapitre pendant les travaux.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

A) D'après les développements de la proposition devenue loi, deux catégories de travaux sont visées : les travaux effectués sur le domaine public par une autorité ou par une personne morale de droit privé (comme une entreprise d'équipements collectifs) et les travaux d'utilité publique effectués sur un terrain privé (en fait, le plus souvent en sous-sol).

Toutefois, le libellé proposé fait problème, parce que le membre de phrase « pour cause d'utilité publique » qui est suivi du membre de phrase « en quelque endroit que ce soit du territoire », peut ne pas s'entendre nécessairement comme une distinction entre domaine public et domaine privé. On pourrait avoir l'impression que les travaux en question sont des travaux réalisés sur le domaine public, n'importe où en Belgique, ce qui est contraire à la volonté du législateur visée ci-dessus.

La modification clarifie les choses et traduit mieux la volonté de l'auteur.

B) Comme il est précisé ci-après, l'auteur souhaite dispenser en partie les autorités publiques qui sont le maître de l'ouvrage de verser le pourcentage sur les montants facturés pour des travaux. On déduit chaque année du montant à verser par chaque autorité maître de l'ouvrage le montant des décimes additionnels perçus sur les amendes infligées pour cause d'exécution tardive ou d'inexécution totale, comme prévu dans la loi sur les marchés publics et dans ses arrêtés d'exécution. Les amendes et les décimes additionnels en question sont définis à l'article 2.

Article 3

Aux termes de l'article 3 de la loi, le maître de l'ouvrage assure intégralement le financement du

2) *Het ontbreken van een efficiënt communicatiebeleid*

Als er al informatie gegeven wordt, is die soms weinig deskundig geformuleerd : de informatie beantwoordt niet aan de specifieke vragen van de zelfstandige ondernemer, er ontbreekt een contactpersoon (« wrevelambtenaar »), en gedurende de werken wordt soms helemaal geen informatie meer gegeven over de stand van zaken of over eventuele wijzigingen.

Ook hier wil het wetsvoorstel ingrijpen door ook verplichte voorlichting en inspraak van de handelaars tijdens de werken mogelijk te maken.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

A) Volgens de toelichting bij het wet geworden voorstel worden twee categorieën van werken bedoeld : die door een overheid of een privaatrechtelijke persoon (zoals een nutsbedrijf) op het openbaar domein uitgevoerde werken en de op (*de facto* meestal onder) private grond uitgevoerde werken ten algemeen nutte.

Evenwel zorgt de voorgestelde formulering voor problemen nu de zinsnede « van algemeen nut » gevuld door de zinsnede « waar ook uitgevoerd op het grondgebied » niet noodzakelijk kan begrepen worden als een onderscheid tussen publiek en privaat domein. Eerder lijkt het alsof het gaat over waar ook in België op het openbaar domein uitgevoerde werken, wat in strijd is met de hierboven aangehaalde wil van de wetgever.

De wijziging zorgt voor meer duidelijkheid en geeft beter de wil van de indiener weer.

B) Indiener wil ten dele, zoals hierna nader bepaald, de openbare overheden die bouwheer zijn onlasten van het doorstorten van het percentage op de factuurbedragen voor werken. Het door te storten bedrag wordt voor elke overheid-bouwheer jaarlijks verminderd met het bedrag van de opdeciemen op opgelegde boeten wegens laattijdige of onvolledige uitvoering, zoals bepaald in de wet overheidsopdrachten en haar uitvoeringsbesluiten. Hiervoor worden de bedoelde boeten en opdeciemen in artikel 2 gedefinieerd.

Artikel 3

Artikel 3 van de wet bepaalt dat de bouwheer integraal zorgt voor het spijzen van het Participatie-

Fonds de participation en lui versant un pourcentage du montant de la facture non contestée relative à l'exécution des travaux. Cela signifie que, dans la majorité des cas, les communes devront verser au Fonds de participation 0,25% du montant total qui leur a été facturé pour les travaux d'infrastructure qu'elles ont fait réaliser.

D'après des chiffres de la VVSG, le coût des travaux d'infrastructure réalisés pour le compte des communes s'élèverait approximativement à 550 millions d'euros par an en Belgique. Par conséquent, de par le prélèvement d'un pourcentage de 0,25% sur le montant de chaque facture, le montant disponible pour la réalisation effective de travaux serait réduit de 1,4 million d'euros environ.

Il en résulte une réduction de la marge disponible pour la réalisation de travaux d'infrastructure et rien n'est prévu pour inciter les adjudicataires eux-mêmes à accélérer les travaux.

On ne peut s'empêcher de penser que les communes sont sanctionnées pour les investissements qu'elles réalisent sur le domaine public.

S'agissant du financement du Fonds, les auteurs ont estimé que la meilleure solution consiste à recourir à un système double reprenant le régime prévu par la loi tout en corrigeant à la baisse la cotisation des communes et en allégeant le poids de celle-ci en imputant aux adjudicataires qui ne respectent pas les conditions fixées pour ce qui est de l'exécution des travaux une partie du coût par la perception d'un centime additionnel sur les amendes actuelles, comme visé dans la loi sur les marchés publics.

Le montant à verser au Fonds de participation resterait donc inchangé, mais il serait composé de la cotisation de la commune et des décimes additionnels à percevoir sur les amendes infligées.

De cette manière, on éviterait de toucher aux entrepreneurs et aux maîtres de l'ouvrage qui sont de bonne foi, d'une part, et on les responsabilisera et sensibilisera de manière qu'ils veillent à réduire les nuisances et les frais au strict minimum.

Article 4

A) Cet ajout prévoit un régime pour le cas où des travaux sont réalisés sur le territoire de plusieurs communes. L'idée est d'assurer une coordination entre les communes concernées.

B) Adaptation technique au point A.

C) Une limite minimale de 14 jours ne laisse pas assez de temps aux entreprises concernées pour prendre les mesures nécessaires (prévenir les clients,

fonds door een percentage op het niet-geprotesteerde factuurbedrag voor de werken door te storten. Dit betekent dat in de meeste gevallen de gemeenten hiervoor 0,25 % op het totale factuurbedrag van hun infrastructuurwerken zullen moeten doorstorten aan het participatiefonds.

In België zijn de infrastructuurwerken van de gemeenten volgens cijfers van de VVSG goed voor 550 mio euro per jaar. Een 0,25 % op het factuurbedrag betekent dus ongeveer 1,4 miljoen euro minder voor effectieve werkzaamheden.

Hierdoor wordt niet alleen de ruimte voor infrastructuurwerken kleiner, maar is er ook geen enkele incentive voor de aannemers om zelf ook een tandje bij te steken.

Men kan zich niet van de indruk ontdoen dat gemeenten worden gestraft voor hun investeringen in het openbaar domein.

Voor het spijzen van het fonds leek het indieners het meest aangewezen om te werken met een dual systeem dat enerzijds het systeem van de wet overneemt, doch de door de gemeenten te leveren bijdrage negatief corrigeert en de gemeenten dus deels ontlast door niet overeenkomstig de voorwaarden presterende aannemers te doen bijdragen in de kosten via een opcentiem op de huidige boetes, vermeld in de wet op de openbare aanbestedingen.

Het aan het Participatiefonds door te storten bedrag wijzigt dus niet, doch wordt desgevallend samengesteld uit de bijdrage van de gemeente en de opdeckingen op de opgelegde boeten.

Hierdoor blijven bona fide ondernemers en opdrachtgevers buiten schot en krijgt men een correcte responsabilisering die ook sensibiliserend zal werken om de hinder en de kosten tot een strikt minimum te beperken.

Artikel 4

A) Deze toevoeging voorziet in een regeling voor werken op het grondgebied van verscheidene gemeenten uitgevoerd. Het is de bedoeling te zorgen voor een intergemeentelijke coördinatie.

B) Technische aanpassing aan A.

C) Een ondergrens van 14 dagen is te kort voor de betrokken ondernemingen om de nodige maatregelen te nemen (verwittigen van clientèle, leveranciers,

les fournisseurs, les employés éventuels, etc.). Aussi prolonge-t-on le délai de quinze jours.

D) Bien que la proposition instaure une obligation d'information préalable, elle ne prévoit pas que les entreprises concernées aient leur mot à dire. Ces dernières n'ont pas davantage voix au chapitre pendant les travaux. Or, bon nombre de problèmes n'apparaissent souvent que juste avant ou pendant l'exécution des travaux. Dans bien des cas, des suggestions simples concernant la signalisation, l'ordre des travaux, l'information sur la réception locale ou partielle, etc. permettent d'éviter quantité de désagréments inutiles. Certaines interventions simples et peu coûteuses des communes pendant que les travaux sont en cours peuvent permettre de résoudre certains problèmes et, à tout le moins, de préciser certains points. Afin d'éviter les demandes de dommages-intérêts par le maître de l'ouvrage ou des retards, ce dernier doit être associé à la procédure.

C'est pourquoi on propose de prévoir non seulement une réunion d'information et de concertation avant le début des travaux, mais aussi une réunion d'information le huitième jour suivant le début des travaux, puis une réunion toutes les deux semaines. Au cours de chacune des réunions en question, les indépendants concernés pourraient faire des suggestions en vue de réduire les nuisances pendant les travaux.

La commune peut retenir les suggestions en question et, si nécessaire, les mettre en œuvre en concertation avec le maître de l'ouvrage à condition, bien entendu, qu'il n'en résulte aucun ralentissement dans l'exécution des travaux ni aucune augmentation des frais.

Article 5

A) Étant donné que la modification proposée de l'article 7 supprime la procédure de demande pour des raisons de simplification administrative, le 3^e est superflu.

B) Si les conditions prévues à l'alinéa 1^{er} ne sont pas remplies mais que des travaux gênent, empêchent ou rendent sérieusement difficile l'accès à l'établissement, il va sans dire que l'indépendant subira aussi dans ce cas une perte de revenus. C'est pourquoi on prévoit une indemnité forfaitaire limitée, laquelle est réglée à l'article 8.

Article 6

A) Il s'agit d'une adaptation technique liée à celle de l'article 4 pour les cas où les travaux ont lieu sur le territoire de plusieurs communes.

B) et D) Ces modifications ont pour but de prévoir également une intervention limitée lorsque les travaux,

eventuele bedienden, enz.). Daarom wordt 15 dagen langer de tijd gegeven.

D) Hoewel er een voorafgaande informatieplicht wordt ingevoerd door de wet, is er geen voorafgaande inspraak van de betrokken ondernemingen. Dit is ook niet het geval tijdens het uitvoeren van de werken. Evenwel worden veel problemen pas duidelijk vlak vóór en tijdens de uitvoering. In vele gevallen kunnen eenvoudige suggesties inzake wegbewijzering, volgorde van uitvoering, informatie over plaatselijke of gedeeltelijke oplevering, enz., veel overbodige wrevel vermijden. Sommige eenvoudige en goedkope tussenkomsten van de gemeenten tijdens de werken kunnen problemen verhelpen en minstens meer duidelijkheid scheppen. Om schadeclaims vanwege de bouwheer of vertraging te verhinderen moet hij hier desgevallend bij betrokken worden.

Daarom wordt voorgesteld om niet alleen voorafgaandelijk aan de werken een informatie- en overlegvergadering te organiseren : 8 dagen na de aanvang volgt een tweede vergadering en daarna om de twee weken. Op elk van die vergaderingen kunnen de zelfstandigen suggesties doen over een minder hinderlijke uitvoering van de werken.

De gemeente kan, indien nodig in overleg met de bouwheer, die suggesties ten uitvoer brengen. Logische voorwaarde is wel dat de werken daardoor niet vertraagd worden, noch een meerkost meebrengen.

Artikel 5

A) Vermits door de voorgestelde wijziging van artikel 7 de aanvraagprocedure wordt geschrapt omdat van administratieve vereenvoudiging van de procedure, is het derde punt overbodig.

B) Wanneer de voorwaarden van het eerste lid niet zijn vervuld, doch de toegang tot het pand is verhinderd, belemmerd of ernstig bemoeilijkt, zal de zelfstandige natuurlijk ook winst derven. Daarom wordt voorzien in een beperkte forfaitaire vergoeding, die geregeld wordt in artikel 8.

Artikel 6

A) Dit betreft een technische aanpassing die samenhangt met de aanpassing van artikel 4 voor de gevallen waarin de werken op het grondgebied van verscheidene gemeenten doorgaan.

B) en D) Het is de bedoeling van de indiener om ook een beperkte tegemoetkoming te voorzien wan-

bien que n'entraînant pas la fermeture complète de l'établissement pendant deux semaines ou plus, en rendent néanmoins l'accès sérieusement difficile. L'auteur estime que la nuisance qui en résulte, et qui s'accompagne très souvent d'un manque à gagner, doit donner lieu à une indemnité limitée.

C) La loi prévoit actuellement une procédure en deux phases : il faut d'abord obtenir la reconnaissance comme établissement entravé conformément à l'article 6, et c'est ensuite seulement que tout indépendant qui travaille dans l'établissement en question peut, selon la procédure prévue à l'article 7, introduire une demande d'indemnité compensatoire de pertes de revenus. Cette procédure dédoublée prend deux fois plus de temps et exige deux fois plus de formalités administratives, d'où la proposition visant à prévoir que le responsable de l'entreprise introduit, auprès du Fonds de participation, tant la demande de reconnaissance que la demande d'indemnisation pour les indépendants qui y travaillent et qui entrent en ligne de compte, en un seul document et dans le cadre d'une seule procédure.

E) Le délai de soixante jours est trop long. En effet, l'indépendant qui est confronté à une perte de revenus à ce point importante qu'il va jusqu'à envisager la fermeture temporaire, doit pouvoir connaître le plus rapidement possible le résultat auquel abouti la procédure de recours contre la décision de rejet. Il importe également que la situation soit clarifiée dans les plus brefs délais pour les fournisseurs et les autres créanciers.

F) En cas de faute extracontractuelle d'un tiers qui fait perdurer les nuisances, le Fonds de participation est subrogé dans les droits du responsable de l'entreprise. Mais si le Fonds ne s'exécute pas, l'établissement entravé ne pourra réclamer aucune indemnisation sur la base du dommage réel, dès lors que ce droit reste détenu par le fonds. C'est pourquoi il faut indiquer dans la loi que si le Fonds de participation ne réclame pas d'indemnisation au tiers, ce droit est restitué à l'établissement entravé.

Article 7

A) et B) Ces modifications sont liées à la modification apportée à l'article 6, § 3, qui instaure l'obligation, pour le responsable, de joindre à la demande de reconnaissance une liste contenant des données relatives aux indépendants concernés. Il est en effet surprenant de constater, en cette période de simplification administrative, que la procédure proposée implique de franchir trois étapes distinctes (la commune, le Fonds de participation pour la reconnaissance de l'établissement et le Fonds de participation pour l'obtention de l'indemnité). En application des amen-

neer weliswaar de werken niet leiden tot volledige sluiting van 2 weken of meer maar desalniettemin de toegang ernstig is bemoeilijkt. De overlast die dit meebrengt — zeer vaak gepaard gaande met een minverdienste — behoort volgens indiener ook beperkt vergoed te worden.

C) Momenteel bestaat er in de wet een ontdubbelde procedure : eerst dient overeenkomstig artikel 6 de erkenning als gehinderde inrichting te worden bekomen, en pas daarna kan volgens de procedure van artikel 7 elke zelfstandige die werkzaam is in deze inrichting een aanvraag tot het bekomen van een inkomenscompensatie indienen. Deze ontdubbeling is een verdubbeling in tijd en administratieve inspanningen. Daarom het voorstel dat de verantwoordelijke van de onderneming zowel de erkenningsaanvraag als de vergoedingsaanvraag voor de aldaar werkzame en in aanmerking komende zelfstandigen indient bij het participatiefonds, en dit in één enkel document en binnen éénzelfde procedure.

E) De termijn van zestig dagen is te lang. Immers, een zelfstandige die te kampen heeft met een verlies aan inkomsten dat zo aanzienlijk is dat zelfs de tijdelijke sluiting wordt overwogen, dient zo snel mogelijk te weten te komen wat het resultaat is van de beroepsprocedure tegen de afwijzing. Ook ten aanzien van leveranciers en andere schuldeisers is het aangezien dat er zo snel mogelijk zekerheid komt over de situatie.

F) De verantwoordelijke van de onderneming is bij extracontractuele fout van een derde die de hinder doet voortduren gesubrogeerd in zijn rechten ten voordele van het Participatiefonds. Als dit fonds evenwel stilzit, dan kan de gehinderde inrichting geen schadevergoeding vorderen op grond van de reële schade, nu dit recht blijft toebehoren aan het fonds. Daarom dient de wet te bepalen dat wanneer het Participatiefonds geen werk maakt van het vorderen van een schadevergoeding aan de derde, dit recht opnieuw toekomt aan de gehinderde inrichting.

Artikel 7

A) en B) Deze wijzigingen hangen samen met de wijziging van artikel 6, § 3, die de verplichting invoert voor de verantwoordelijke om een lijst met gegevens over de betrokken zelfstandige(n) bij de aanvraag tot erkenning te voegen. Het is inderdaad bevreemdend vast te stellen dat in de voorgestelde procedure, in tijden van administratieve vereenvoudiging, er drie aparte procedurestappen (gemeente, participatiefonds erkenning inrichting en participatiefonds verkrijging tegemoetkoming) moeten worden doorlopen. Door de voorgestelde amenderingen moeten de gegevens maar

dements proposés, les données ne doivent être communiquées qu'une seule fois, au début, et le Fonds de participation se charge lui-même du suivi de la procédure administrative. On épargne ainsi au travailleur indépendant du temps et de la peine.

C) Il s'agit d'une adaptation technique au point B).

D) Le délai de soixante jours est trop long. En effet, l'indépendant qui est confronté à une perte de revenus à ce point importante qu'il va jusqu'à envisager la fermeture temporaire, doit pouvoir connaître le plus rapidement possible le résultat auquel abouti la procédure de recours contre le refus d'octroyer une indemnité. Il importe également que la situation soit clarifiée dans les plus brefs délais pour les fournisseurs et les autres créanciers.

E) Il s'agit d'une adaptation à la modification de l'article 5, laquelle permet également le versement d'une indemnité limitée en cas d'accès rendu sérieusement difficile, sans toutefois justifier une fermeture, ou lorsque l'indépendant conserve une activité accessoire.

Article 8

A) Il s'agit d'une adaptation technique à la modification apportée à l'article 7.

B) Cette modification tient compte de la possibilité créée par la modification de l'article 5 d'obtenir une indemnité réduite pour les cas où il n'est pas procédé à la fermeture de l'établissement mais où l'accès à celui-ci est rendu sérieusement difficile. Le montant de celle-ci est ramené à la moitié de l'indemnité pour cause de fermeture. Dans ces deux hypothèses également, un montant minimum est fixé pour l'indemnité. On assure ainsi la sécurité juridique et on évite qu'en cas de fermeture limitée à la période minimum ou de nuisances graves sans fermeture limitée à la période minimum, le montant des frais liés à la mise en ordre administrative de la demande dépasse celui de l'indemnité obtenue.

En effet, dans l'hypothèse où le magasin ne serait fermé que deux semaines, l'indemnité, qui est fixée à 44,2 euros par jour civil, ne s'élèverait qu'à 618,8 euros au total. Le commerçant qui reçoit une telle indemnité est toutefois censé n'exercer aucune activité génératrice de revenus pendant deux semaines et il doit effectuer lui-même toutes les démarches nécessaires pour pouvoir obtenir une indemnité. Le respect de la procédure requise réclamera un effort administratif supplémentaire qui prendra un certain temps, si bien qu'il conviendrait de prévoir un montant minimum.

één keer bij het begin worden meegedeeld en zorgt het Participatiefonds zelf voor de verdere administratieve afhandeling. Dit spaart de zelfstandige tijd en moeite.

C) Technische aanpassing aan B).

D) De termijn van zestig dagen is te lang. Immers, een zelfstandige die te kampen heeft met een verlies aan inkomsten dat zo aanzienlijk is dat zelfs de tijdelijke sluiting wordt overwogen, dient zo snel mogelijk te weten te komen wat het resultaat is van de beroepsprocedure tegen de weigering een vergoeding uit te reiken. Ook ten aanzien van leveranciers en andere schuldeisers is het aangewezen dat er zo snel mogelijk zekerheid komt over de situatie.

E) Dit is een aanpassing aan de wijziging van artikel 5 waardoor ook een beperkte tegemoetkoming mogelijk wordt bij ernstige bemoeilijking van de toegang doch die geen sluiting verantwoordt, of wanneer de zelfstandige een nevenactiviteit behoudt.

Artikel 8

A) Dit is een technische aanpassing aan de in artikel 7 aangebrachte wijziging.

B) Deze wijziging houdt rekening met de door wijziging van artikel 5 geschapen mogelijkheid om een verminderde vergoeding te bekomen voor die gevallen waarin er niet overgegaan wordt tot sluiting, maar waar er wel een ernstige bemoeilijking van de toegang is. Die wordt gebracht op de helft van de vergoeding wegens sluiting. Ook wordt hier het minimumbedrag van de vergoeding in beide gevallen geregeld. Deze minimumvergoeding schept rechtszekerheid. Zij vermindert bovendien dat — voor een sluiting beperkt tot de minimumperiode of anderzijds een ernstige hinder zonder sluiting beperkt tot de minimumperiode — de kosten verbonden aan het administratief in orde brengen van de aanvraag hoger zouden zijn dan de verkregen vergoeding.

Immers, wanneer men de winkel slechts 2 weken sluit, zou de vergoeding tegen 44,2 euro per kalenderdag slechts 618,8 euro bedragen. De handelaar wordt voor die som wel geacht twee weken geen inkomsten te genereren en zelf alle stappen te doen om een vergoeding te verkrijgen. Het volgen van de vereiste procedure is een bijkomende administratieve inspanning die de nodige tijd zal vergen, zodat een minimumbedrag gepast lijkt.

Article 9

A) à C) Ces modifications visent à mettre le texte en conformité avec la modification proposée de l'article 5.

D) Le délai d'un mois pour introduire un recours contre la décision du Fonds de participation de lever l'état de nuisance, est inutilement long. Un indépendant qui n'a ni la possibilité ni l'autorisation d'ouvrir son commerce, parce qu'il prétend que son établissement est encore entravé, a tout intérêt à savoir clairement, dans les plus brefs délais, s'il peut éventuellement continuer à percevoir son indemnité. Le raccourcissement du délai en question se justifierait en outre par le fait que, sur la base du *littera F*), l'indemnité ne serait plus suspendue pendant la procédure de recours. Il apporterait un complément de sécurité à l'indépendant et permettrait aux pouvoirs publics de limiter dans le temps le risque de non-remboursement de versements indus, comme ils ont intérêt à le faire.

E) Le délai de soixante jours dont le ministre dispose, en vertu de l'alinéa 4, pour statuer sur le recours, est inutilement long pour les mêmes raisons que celles qui sont évoquées au point D). Il est en outre inacceptable et tout à fait contraire aux thèses classiques du droit administratif que l'immobilisme d'une instance publique soit justifié au détriment des justiciables. En effet, sur la base de l'article 9, § 3, alinéa 4, l'absence de décision du ministre a non pas pour effet de confirmer l'indépendant dans son droit, mais bien de confirmer la décision du Fonds de participation de lever les indemnités. Les auteurs de la présente proposition visent à inverser cette situation.

F) Telle que la loi est formulée actuellement, la combinaison des alinéas 2 et 3 du § 3 entraîne involontairement la situation suivante: le recours suspend la décision du fonds et l'établissement doit rester fermé pour conserver ses droits et ne pas se voir infliger d'amende. Cependant, dans le même temps, le versement de l'indemnité est aussi suspendu. L'introduction du recours pénalise donc doublement l'établissement. La présente proposition de loi prévoit que l'indemnité continue d'être versée durant la procédure de recours. Lorsque l'indépendant succombe en appel, les indemnités qui ont été versées pendant la procédure de recours doivent évidemment être remboursées. Voilà pourquoi on prévoit un droit de recouvrement en cas de décision négative. Le raccourcissement des délais (voir D et E) permet d'éviter que le montant à récupérer soit trop important (au maximum l'indemnité d'un mois).

G) Adaptation d'ordre technique: comme le recours n'est plus suspensif, cet alinéa devient sans objet.

Artikel 9

A) tot C) Deze wijzigingen strekken ertoe de tekst in overeenstemming te brengen met de voorgestelde wijziging van artikel 5.

D) De termijn van een maand voor het instellen van beroep tegen de beslissing van het participatiefonds tot opheffing van de staat van hinder is onnodig lang. Een zelfstandige die zijn zaak niet kan en mag openen omdat hij beweert nog steeds een gehinderde inrichting te zijn, heeft er alle belang bij zo snel mogelijk duidelijkheid te verkrijgen over de eventuele verderzetting van zijn vergoeding. Die verkorting wordt verder verantwoord door het feit dat onder beschouwing van *littera F*) de vergoeding niet meer geschorst wordt tijdens de beroepsprocedure. Tegen die komende zekerheid voor de zelfstandige staat het belang van de overheid die er baat bij heeft het risico dat onverschuldigde betalingen niet meer terugbetaald worden, in de tijd te beperken.

E) De termijn van zestig dagen voor de minister om te beslissen over het beroep in het vierde lid is onnodig lang, omwille van de redenen aangehaald sub D. Verder is het onaanvaardbaar en geheel in strijd met de gangbare stellingen in het administratief recht dat het stilzitten van een overheid wordt uitgelegd in het nadeel van de rechtsonderhorige. Inderdaad leidt op grond van artikel 9, § 3, vierde lid, het stilzitten van de minister niet tot het bevestigen van het recht van de zelfstandige, maar tot het bevestigen van de beslissing van het Participatiefonds tot opheffing van de uitkeringen. Indieners keren deze situatie om.

F) Zoals momenteel geformuleerd in de wet brennen het tweede en derde lid van § 3 gecombineerd een ongewilde situatie tot stand: door het beroep wordt de beslissing van het fonds opgeschort en moet de inrichting gesloten blijven om de rechten te behouden en niet beboet te worden. Tegelijk echter wordt de uitkering van de vergoeding geschorst. Door het instellen van het beroep wordt de inrichting dus dubbel gestraft. Onderhavig wetsvoorstel laat de vergoeding doorlopen tijdens de beroepsprocedure. Wanneer de zelfstandige in beroep in het ongelijk gesteld wordt moeten de vergoedingen lopende het beroep betaald natuurlijk worden terugbetaald. Daarom wordt voorzien in een terugvorderingsrecht bij negatieve beslissing. Door inkorting van de termijnen (zie D en E) wordt vermeden dat de som die zou moeten teruggevorderd worden oploopt (maximaal vergoeding voor 1 maand).

G) Technische aanpassing: vermits het beroep niet meer opschortend is, is dit lid niet meer van toepassing.

Article 10

Cette modification adapte le texte à l'article 5 nouveau.

*
* *

PROPOSITION DE LOIArticle 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

À la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public sont apportées les modifications suivantes :

A) à l'article 2, le 4^o est remplacé par la disposition suivante :

«4^o travaux : les travaux qui sont effectués au nom d'un maître de l'ouvrage sur le domaine public et tous les travaux d'utilité publique, effectués en quelque endroit que ce soit du territoire, hormis les catégories définies par le Roi dans un arrêté délibéré en Conseil des ministres, pour autant que l'exécution visée dans les cas précités occasionne des nuisances à des indépendants»;

B) le même article est complété par un 11^o et un 12^o, rédigés comme suit :

«11^o amendes : les amendes dues au pouvoir adjudicateur, telles qu'elles sont définies dans le cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996;

12^o décimes additionnels : les décimes additionnels prélevés sur les amendes en vue de financer le fonds de compensation.»

Art. 3

L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

Artikel 10

Deze wijziging past de tekst aan het nieuwe artikel 5 aan.

Jan STEVERLYNCK.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In de wet van 3 december 2005 betreffende de uitkering van een inkomenscompensatievergoeding aan zelfstandigen die het slachtoffer zijn van hinder ten gevolge van werken op het openbaar domein, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in artikel 2 wordt het 4^o vervangen als volgt :

«4^o werken : de werken die in opdracht van een bouwheer uitgevoerd worden op het openbaar domein en alle werken van algemeen nut, waar zij ook op het grondgebied uitgevoerd worden, met uitzondering van de categorieën bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, voor zover de in voorgaande gevallen bedoelde uitvoering hinder veroorzaakt voor zelfstandigen»;

B) hetzelfde artikel wordt aangevuld met een 11^o en een 12^o, luidende :

«11^o boeten : de boeten die toekomen aan de aanbestedende overheid, zoals bepaald in de algemene aannemingsvoorraarden als bijlage vermeld bij het koninklijk besluit van 26 september 1996;

12^o opdeciemen : de opdeciemen ter financiering van het compensatiefonds, geheven op de boeten.».

Art. 3

Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. — En vue de financer le régime des indemnités compensatoires de pertes de revenus, chaque maître de l'ouvrage verse au fonds de participation un montant égal au pourcentage, fixé annuellement par le Roi, du montant final positif de chaque facture non contestée relative à l'exécution de travaux réalisés pour le compte d'un maître de l'ouvrage.

Le pourcentage visé à l'alinéa précédent ne peut excéder 0,25 %.

Cette somme se compose le cas échéant, en tout ou en partie, des décimes additionnels prélevés sur les amendes visées à l'article 2, 11°.

Ces décimes additionnels sont fixés par le Roi. Ils ne peuvent pas excéder 10 % de l'amende infligée.

Le Roi fixe également les modalités de versement au Fonds de participation du montant visé à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 4

À l'article 4 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A) L'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante : « Si les travaux sont exécutés sur le territoire de plusieurs communes, ces dernières agiront de concert. »

B) Les alinéas 2 et 3 sont complétés par la phrase suivante : « En cas de travaux sur le territoire de plusieurs communes, cette communication est faite en commun. »

C) À l'alinéa 4, les mots « quatorze et trente » sont remplacés par les mots « trente et quarante-cinq ».

D) L'article est complété par les alinéas suivants :

« La commune visée à l'alinéa 1^{er} invite, au plus tard quatorze jours avant le début des travaux, les responsables des entreprises visées aux alinéas 2 et 3 à une réunion d'information et de concertation au cours de laquelle lesdits responsables pourront faire des propositions et exposer leurs griefs.

Au plus tard la veille du début des travaux, la commune communique aux entreprises visées à l'alinéa précédent le compte rendu de la réunion d'information et de concertation visée à l'alinéa précédent, ainsi que les dates et heures où elle organisera des réunions d'information et de concertation concernant l'état d'avancement des travaux. La première réunion d'information et de concertation a

« Art. 3. — Ter financiering van het stelsel van de inkomencompensatievergoedingen stort elke bouwheer een bedrag aan het participatiefonds, dat gelijk is aan een jaarlijks door de Koning vastgesteld percentage op het positieve eindbedrag van elke niet-geprotesteerde factuur met betrekking tot uitvoering van werken uitgevoerd in opdracht van een bouwheer.

Het in het voorgaande lid bedoelde percentage mag niet hoger zijn dan 0,25 %.

Dit bedrag is, in voorkomend geval, geheel of ten dele samengesteld uit opdeciemen, geheven op de boeten bedoeld in artikel 2, 11°.

Deze opdeciemen worden door de Koning bepaald. Zij mogen niet meer bedragen dat 10 % van de opgelegde boete.

De Koning bepaalt tevens de wijze waarop de in het eerste lid bedoelde bedrag aan het Participatiefonds wordt overgemaakt. ».

Art. 4

In artikel 4 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin : « Indien de werken worden uitgevoerd op het grondgebied van verscheidene gemeenten, wordt in onderling overleg gehandeld. »;

B) het tweede en derde lid worden telkens aangevuld met de volgende zin : « Bij uitvoering op het grondgebied van verscheidene gemeenten wordt de bedoelde kennisgeving gezamenlijk gedaan. »;

C) in het vierde lid worden de woorden « veertien en de dertig » vervangen door de woorden « dertig en de vijfenvijftig »;

D) het artikel wordt aangevuld met de volgende leden :

« De gemeente bedoeld in het eerste lid nodigt ten laatste veertien dagen vóór het begin van de werken de verantwoordelijken van de ondernemingen bedoeld in het tweede en derde lid uit voor een informatie- en overlegvergadering, waar deze verantwoordelijken voorstellen kunnen doen en hun grieven kunnen doen kennen.

Ten laatste de dag vóór de aanvang van de werken deelt de gemeente aan de ondernemingen bedoeld in het vorige lid het verslag van de in het vorige lid bedoelde informatie- en overlegvergadering mee, alsook op welke tijdstippen zij informatie- en overlegvergaderingen organiseert over de voortgang van de werken. De eerste informatie- en overlegvergadering vindt plaats de achtste dag na het begin van de

lieu le huitième jour qui suit le début des travaux et ensuite, toutes les deux semaines. Les entreprises concernées peuvent exposer leurs griefs et faire des propositions. La commune rédige un compte rendu de ces réunions, qui peut être consulté à l'administration communale et sur le site Internet de la commune.

La commune peut, sur la base des griefs et des propositions formulés, adapter le cas échéant les modalités d'exécution des travaux, d'un commun accord avec le maître de l'ouvrage, pour autant toutefois que ces adaptations n'entraînent aucun retard au niveau de la réception, ni aucun coût supplémentaire.

Si les travaux ont lieu sur le territoire de plusieurs communes, les réunions visées aux alinéas précédents sont tenues conjointement et le compte rendu est rédigé de manière conjointe, rendu disponible pour consultation dans toutes les administrations communales concernées et publié sur les sites respectifs de ces dernières. »

Art. 5

À l'article 5 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

- A) l'alinéa 1^{er}, 3^o, est abrogé;
- B) cet article est complété par un alinéa 2, libellé comme suit :

«Dans les autres cas où l'exécution de travaux occasionne des nuisances pendant au moins quatorze jours civils, l'indépendant a droit à une indemnité réduite. »

Art. 6

À l'article 6 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

- A) au § 2, alinéa 5, les mots «, sur celui de plusieurs communes» sont insérés entre les mots «de la commune» et les mots «ou sur celui»;

B) le § 3, alinéa 1^{er}, est complété par la phrase suivante : «Si les nuisances ne sont pas de nature à entraîner la fermeture pendant au moins quatorze jours civils, le responsable donne une description circonspectée des nuisances auxquelles il s'attend»;

C) au même § 3, il est inséré, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, un alinéa nouveau rédigé comme suit : «À la demande visée à l'alinéa précédent est jointe une liste des indépendants travaillant dans l'établissement, dont le modèle est fixé par le Roi et qui contient au

werken, en daarna om de twee weken. De betrokken ondernemingen kunnen hun grieven doen kennen en voorstellen doen. De gemeente maakt een verslag op van deze vergaderingen dat ter inzage wordt gelegd op het gemeentebestuur en op de webtek van de gemeente gepubliceerd.

De gemeente kan op basis van de grieven en voorstellen desgevallend in samenspraak met de bouwheer de wijze van uitvoering van de werken aanpassen, voor zover evenwel deze aanpassingen geen vertraging in de oplevering en geen meerkost met zich meebrengen.

Bij werken op het grondgebied van verscheidene gemeenten worden de in de voorgaande ledien bedoelde vergaderingen gezamenlijk gehouden en wordt het verslag gezamenlijk opgesteld, in alle betrokken gemeenten ter inzage gelegd en gepubliceerd op hun respectieve webtekken. ».

Art. 5

In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- A) het 3^o van het eerste lid wordt opgeheven;
- B) dit artikel wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

«In de andere gevallen waarbij zich door de uitvoering van werken een hinder voordoet die minstens veertien kalenderdagen duurt, heeft de zelfstandige recht op een verminderde vergoeding. ».

Art. 6

In artikel 6 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- A) in § 2, vijfde lid, wordt tussen de woorden «van de gemeente» en de woorden «dan wel» de zinsnede «, op het grondgebied van verscheidene gemeenten» ingevoegd;

B) paragraaf 3, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin : «Is de hinder niet van die aard dat hij aanleiding geeft tot sluiting voor minstens veertien kalenderdagen, dan geeft de verantwoordelijke een omstandige omschrijving van de te verwachten hinder. »;

C) in dezelfde § 3, wordt tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidende : «Bij de in het vorige lid bedoelde aanvraag wordt een lijst van in de inrichting werkzame zelfstandigen gevoegd, waarvan het model door de Koning wordt vastgesteld,

moins la demande des données relatives aux conditions visées à l'article 5 »;

D) le même § 3 est complété par un alinéa nouveau, rédigé comme suit : « Si le Fonds de participation ne conclut pas à la reconnaissance comme établissement entravé mais qu'il constate que l'établissement subit des nuisances au sens de l'article 2, 8, il peut conclure que l'indépendant concerné a droit à l'indemnité visée à l'article 5, alinéa 2 »;

E) au § 4, alinéa 2, les mots « soixante jours » sont remplacés par les mots « trente jours »;

F) le § 5 est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« À défaut de règlement à l'amiable entre le Fonds de participation et l'auteur du dommage dans les soixante jours à compter de la survenance de la faute visée à l'alinéa 1^{er}, et si le Fonds de participation n'a pas assigné l'auteur du dommage dans ce même délai, le responsable de l'entreprise peut demander au Fonds de participation, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'assigner l'auteur du dommage. À défaut pour le Fonds de participation de satisfaire à cette demande dans un délai d'un mois, il est mis fin de plein droit à la subrogation visée à l'alinéa 1^{er}. »

en die minstens de vraag naar de gegevens omtrent de in artikel 5 bedoelde voorwaarden omvat. »;

D) dezelfde § 3 wordt aangevuld met een nieuw lid, luidende : « Indien het Participatiefonds niet besluit tot het erkennen als gehinderde inrichting, doch vaststelt dat de inrichting wel hinder ondervindt in de zin van artikel 2, 8, kan zij besluiten dat de betrokken zelfstandige recht heeft op de vergoeding bedoeld bij artikel 5, tweede lid. »;

E) in § 4, tweede lid, worden de woorden « zestig dagen » vervangen door de woorden « dertig dagen »;

F) paragraaf 5 wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

« Bij gebreke aan minnelijke regeling tussen het Participatiefonds en de veroorzaker van de schade binnen de zestig dagen na het zich voordoen van de fout bedoeld in het eerste lid, en wanneer het Participatiefonds de veroorzaker binnen dezelfde termijn niet heeft gedagvaard, kan de verantwoordelijke van de onderneming bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs het Participatiefonds vragen de veroorzaker van de schade te dagvaarden. Bij gebreke hieraan te voldoen binnen de maand komt van rechtswege een einde aan de in het eerste lid bedoelde subrogatie. »

Art. 7

À l'article 7 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A) le § 1^{er} est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Généralités

Après avoir reconnu l'établissement comme établissement entravé ou avoir constaté des nuisances au sens de l'article 5, alinéa 2, le Fonds de participation examine les données figurant sur la liste des indépendants occupés dans l'établissement et détermine si ces personnes ont droit à une indemnité de compensation. »

B) le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Procédure auprès du Fonds de participation

Le Fonds de participation instruit le dossier et examine si les indépendants concernés se trouvent dans un des cas visés à l'article 5.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de la décision de reconnaissance de l'établissement en tant qu'établissement entravé ou de la décision

Art. 7

In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Algemeen

Het Participatiefonds onderzoekt, na de erkenning als gehinderde inrichting of na vaststelling van hinder zoals bedoeld bij artikel 5, tweede lid, de gegevens op de lijst van de in de inrichting werkzame zelfstandigen, en bepaalt of deze personen recht hebben op een inkomenscompensatievergoeding. »;

B) paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Procedure bij het Participatiefonds

Het Participatiefonds onderzoekt het dossier en gaat na of de betrokken zelfstandigen zich in één van de gevallen van artikel 5 bevinden.

Binnen de dertig dagen na de datum van beslissing tot het erkennen van de inrichting als gehinderde inrichting of na de beslissing die hinder vaststelt zoals

constatant les nuisances au sens de l'article 5, alinéa 2, le Fonds de participation notifie sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception à chacune des personnes figurant sur la liste visée au § 1^{er}. »

C) au § 3, alinéa 1^{er}, les mots «alinéa 3» sont remplacés par les mots «alinéa 2»;

D) au § 3, alinéa 2, le mot «soixante» est remplacé par le mot «trente»;

E) le § 5 est complété par le membre de phrase suivant:

«, sauf lorsque l'établissement a été reconnu en tant qu'établissement dont l'accès a été rendu sérieusement difficile, au sens de l'article 5, alinéa 2. »

Art. 8

À l'article 8, § 1^{er}, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A) à l'alinéa 1^{er}, les mots «l'approbation de la demande visée à l'article 7, § 1^{er}, le Fonds de participation verse mensuellement à l'indépendant» sont remplacés par les mots «la notification de la décision visée à l'article 7, § 2, le Fonds de participation verse mensuellement à l'indépendant concerné»;

B) ce même alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante : «Toutefois, lorsqu'il s'agit de nuisances au sens de l'article 5, alinéa 2, cette indemnité s'élève à 22,1 euros par jour civil. Cette indemnité ne peut toutefois être inférieure à 1 000 euros pour les cas visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, et à 500 euros pour les cas visés à l'article 5, alinéa 2.»

Art. 9

À l'article 9 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A) au § 1^{er}, alinéa 2, les mots «ou aux établissements visés à l'article 5, § 2,» sont insérés après les mots «établissements entravés»;

B) le § 2, alinéa 1^{er}, est complété par le membre de phrase suivant : «ou que l'accès à l'établissement n'est plus rendu réellement difficile»;

C) au § 2, alinéa 2, les mots «ou établissement dont l'accès est rendu réellement difficile» sont insérés après les mots «établissement entravé»;

D) au § 3, alinéa 1^{er}, les mots «d'un mois» sont remplacés par les mots «de deux semaines»;

bedoeld bij artikel 5, tweede lid, betekent het Participatiefonds zijn beslissing aan elk van de op in de eerste paragraaf bedoelde lijst vermelde personen per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs»;

C) in § 3, eerste lid, wordt het woord «derde» vervangen door het woord «tweede»;

D) in § 3, tweede lid, wordt het woord «zestig» vervangen door het woord «dertig»;

E) paragraaf 5 wordt aangevuld met het volgende zinsdeel :

«, behoudens wanneer de inrichting erkend is als inrichting waarvan de toegang ernstig is bemoeilijkt, zoals bedoeld in artikel 5, tweede lid.».

Art. 8

In artikel 8, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in het eerste lid worden de woorden «het verlenen van de goedkeuring van de in artikel 7, § 1, bedoelde aanvraag aan de aanvragende zelfstandige» vervangen door de woorden «de beslissing bedoeld in artikel 7, § 2, aan de betrokken zelfstandige»;

B) hetzelfde eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin : «Wanneer het evenwel hinder betreft zoals vermeld in artikel 5 tweede lid, bedraagt deze vergoeding 22,1 euro per kalenderdag. Deze vergoeding mag evenwel voor de gevallen bedoeld bij artikel 5, eerste lid, niet lager zijn dan 1 000 euro en voor de gevallen bedoeld bij artikel 5, tweede lid, niet lager zijn dan 500 euro.»

Art. 9

In artikel 9 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in § 1, tweede lid, worden na de woorden «gehinderde inrichtingen» de woorden «of de inrichtingen bedoeld bij artikel 5, tweede lid,» ingevoegd;

B) paragraaf 2, eerste lid, wordt aangevuld met het volgende zinsdeel : «of dat de toegang tot de inrichting niet meer ernstig bemoeilijkt is.»;

C) in § 2, tweede lid, worden na de woorden «gehinderde inrichting» de woorden «of van inrichting waarvan de toegang ernstig is bemoeilijkt» ingevoegd;

D) in § 3, eerste lid, worden de woorden «een maand» vervangen door de woorden «twee weken»;

E) ce même alinéa 1^{er} du § 3 est complété par les phrases suivantes : « Le ministre décide dans les deux semaines. À défaut de décision, la décision visée au § 2, alinéa 1^{er}, est considérée comme non avenue »;

F) le § 3, alinéa 3, est remplacé comme suit : « En cas de recours, tel que prévu à l'alinéa 1^{er}, les indépendants ayants droit continuent de bénéficier de l'indemnité compensatoire de pertes de revenus jusqu'à la date où le ministre prend une décision négative. En cas de décision négative, le Fonds de participation récupère l'indemnité versée entre la date de la décision visée au § 2, alinéa 1^{er}, et la date de la décision du ministre »;

G) l'alinéa 4 du § 3 est abrogé.

Art. 10

L'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10 — Sauf en cas de reconnaissance sur la base de l'article 5, alinéa 2, les clients ne peuvent plus avoir accès à l'établissement, et la vente directe au consommateur ainsi que la livraison à domicile sont interdites, et ce à partir de la date visée à l'article 6, § 3, alinéa 1^{er}, et jusqu'à la date visée soit à l'article 9, § 2, alinéa 2, soit à l'article 9, § 4, alinéa 1^{er}. »

23 février 2006.

E) hetzelfde eerste lid van § 3 wordt aangevuld met de volgende zinnen : « De minister beslist binnen de twee weken. Bij gebreke aan beslissing wordt de beslissing bedoeld bij § 2, eerste lid, als onbestaande beschouwd. »;

F) paragraaf 3, derde lid, wordt vervangen als volgt : « Ingeval van beroep, zoals in het eerste lid vermeld, blijven de rechthebbende zelfstandigen de inkomenscompensatievergoeding ontvangen tot op de dag dat de minister een negatieve beslissing neemt. Bij negatieve beslissing vordert het Participatifonds de tussen de in § 2, eerste lid, bedoelde beslissing en de beslissing van de minister uitgekeerde vergoeding terug. »;

G) het vierde lid van § 3 wordt opgeheven.

Art. 10

Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. — Behoudens wat betreft een erkenning op grond van artikel 5, tweede lid, is vanaf de datum bedoeld in artikel 6, § 3, eerste lid, tot op de in hetzij artikel 9, § 2, tweede lid, hetzij artikel 9, § 4, eerste lid, bedoelde datum, de toegang tot de inrichting voor de klanten, alsmede de rechtstreekse verkoop aan de verbruiker en thuisbezorging verboden. ».

23 februari 2006.

Jan STEVERLYNCK.